Polémique au sujet des *prétendues scissions de l'Internationale* »

[[Cet article à été publié sans le titre «Polémique...»]]

La bonne foi du Conseil Général

Dans sa «circulaire privée», sorte de manifeste en réponse aux attaques dont il se dit l'objet, le *Conseil général* de Londres vient de se départir du calme et du sang-froid que sa position – plus ou moins justifiée – de représentant du prolétariat universel, lui commandait.

Au lieu de chercher à se justifier des actes dont il s'est rendu coupable, en méconnaissant les principes sur lesquels repose l'*Association Internationale des travailleurs*, en niant le droit d'autonomie des sections, notamment ; au lieu de nous donner l'exemple de la modération et de l'impartialité, le *Conseil général* tonne, foudroie et fait pleuvoir l'injure sur ses adversaires.

D'autres répondront sans doute à la dernière bulle papale qui nous est arrivée de Londres, et les erreurs de principes seront percées à jour. – Je veux simplement relever les erreurs de fait, qui intéressent la direction et la rédaction du journal la *Révolution sociale*.

«La *Solidarité* ayant cessé d'exister, dit la «circulaire privée», les nouveaux adhérents de l'*Alliance* fondèrent la *Révolution sociale sous la direction supérieure* de Madame André Léo, etc... »

Le débat qui s'est élevé récemment entre le directeur de la

Révolution sociale et les grotesques anonymes qui rédigent l'*Égalité* de Genève, débat qui a nécessité de ma part une lettre explicative publiée dans le journal l'*Internationale*, de Bruxelles, aurait dû ouvrir les yeux aux membres du *Conseil général* sur ce point essentiel. J'ai fondé la *Révolution sociale* au mois d'octobre dernier. Or, à cette époque, je ne faisais pas partie de la section de *Propagande et d'action révolutionnaire socialiste*, de Genève, et notre journal n'est devenu l'organe de la *Fédération jurassienne* qu'après le congrès de Sonvillier, tenu en novembre, c'est-à-dire un mois après sa fondation. En second lieu, j'ai toujours eu la direction absolue de la *Révolution sociale*, et si Madame André Léo m'a donné quelques articles, c'est au même titre que mes autres collaborateurs *Arthur Arnould, E. Razoua, L. Marchand*, etc.

La *Révolution sociale* n'a donc pas été fondée *par les nouveaux adhérents de l'Alliance*, et Madame André Léo n'a pas eu de *direction supérieure* ou autre dans le journal.

«Dès son premier numéro, poursuit la circulaire, ce journal s'empressa de se mettre au niveau du *Figaro*, du *Gaulois*, du *Paris-Journal* et autres organes orduriers dont il réédita les saletés contre le *Conseil général*, etc. »

Je laisse de côté les expressions malpropres qui semblent composer le vocabulaire favori du conseil suprême. Quant à assimiler la *Révolution sociale* aux feuilles bonaparteuses ci-dessus nommées, c'est infâme et absurde en même temps. Vous n'avez pas lu le premier numéro dont vous parlez, Messieurs de la circulaire. S'il en était autrement je serais bien forcé de reconnaître que vous avez la conscience plus noire et la tête plus *carrée* que je le pensais. Mais non, vous nous faites un procès de tendances, vous épiloguez, vous ergotez, vous dénaturez à plaisir des faits acquis, et vous répondez par des calomnies ridicules aux reproches d'autoritarisme et d'ambition que nous avions le droit et le devoir de vous adresser.

Je sais que le *Conseil général* de Londres est composé d'éléments hétérogènes ; qu'il y a dans son sein des membres qui devraient en être chassés ; et cela m'explique la marche que tend à suivre, depuis quelque temps, le Conseil de Londres. Mais que des hommes intelligents, probes, dévoués, tels que les citoyens Longuet, Vaillant, Ranvier, Cournet, etc., fassent chorus avec des drôles de la trempe d'un Serrailler ! Que des citoyens dont les convictions et la bonne foi ne sont mises en doute par personne, consentent à rester plus longtemps confondus avec des gens qui vivent de l'*Internationale*, et aux dépens de l'*Internationale*, depuis plusieurs années, et, qu'enfin, ces hommes se servent d'armes déloyales, pour défendre une cause qui est reconnue mauvaise — cette cause n'est autre que l'omnipotence du Conseil général — non plus seulement par la *Fédération jurassienne*, mais par les Fédérations espagnole et italienne, et par la Fédération belge, qui demande la suppression du Conseil général, certes, tout cela nous écœure, et nous avons le droit de nous indigner.

Fort heureusement, la cause du prolétariat est en dehors et au-dessus des intrigues et des félonies de quelques charlatans. Le travailleur souffre, meurt de misère et de faim, pendant que le bourgeois millionnaire jouit ; voilà le fait brutal qui frappe tous les yeux. Or, il faut que cette situation anormale et scandaleuse cesse. Il faut que l'esclave qui peuple aujourd'hui les chantiers, les ateliers, les mines, émancipé intellectuellement et économiquement, prenne au plus vite sa place au soleil de la justice et de l'égalité !

A. Claris, ex-directeur de la *Révolution sociale*. Genève, 13 juin 1872.